

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

Orléans, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses

41170 CORMENON

Références : VAT2022-0354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 CORMENON. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 CORMENON
- Code AIOT dans GUN : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

Installations de traitements de surfaces des métaux – SEVESO seuil Bas

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale : Sous-traitance
- Plan d'Opération Interne (POI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5 : Action régionale 2022 POI	Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6 : Action régionale 2022 POI	Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4	/	Sans objet
7 : Action régionale 2022 POI	Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4	/	Sans objet
9 : Action régionale 2022 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
13 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 : Soustraitance	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.4. TRAVAUX	/	Sans objet
2 : Soustraitance	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.4. TRAVAUX	/	Sans objet
3 : Soustraitance	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.15	/	Sans objet
4 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet
8 : Action régionale 2022 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
10 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet
11 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet
12 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14 : Action régionale 2022 POI	Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 : Soustraitance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.4. TRAVAUX
Thème(s) : Actions nationales 2022, Permis de feu / permis d'intervention
Prescription contrôlée : Le permis [feu] rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les motivations ayant conduit à la délivrance du permis, - la durée de validité, - la nature des dangers, - le type de matériel pouvant être utilisé, - les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, - les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.
Constats : Conforme
Observations : Pour chaque entreprise extérieure intervenant sur le site, l'exploitant rédige un permis de travail complété par un permis feu si nécessaire voire un plan de prévention pour certains types de travaux (travail en hauteur, par exemple). Par échantillonnage, l'inspection a pu visualiser ces différents permis. Il en ressort qu'ils permettent de mettre en évidence les items de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2 : Soustraitance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.4. TRAVAUX
Thème(s) : Actions nationales 2022, Permis de feu / permis d'intervention
Prescription contrôlée : Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a constaté que les permis feu mettent en évidence que l'exploitant a contrôlé avant les travaux la zone et a vérifié que les précautions nécessaires ont été prises par l'entreprise extérieure. Les permis de travail/de feu sont établis pour tous les sous-traitants, ils constituent l'habilitation de l'établissement. L'exploitant confirme que si les consignes des permis ne sont pas respectées, il demande l'arrêt des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 : Soustraitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.15
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Conforme
Observations : Tous les intervenants extérieurs reçoivent les "Consignes de sécurité visiteurs" qui informent sur les risques du site, les mesures de prévention et la conduite à tenir en cas d'urgence. De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection les plans de prévention. Ces plans de prévention rappellent les consignes générales de sécurité avec les risques de la zone où sont effectués les travaux et la conduite à tenir en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté son Plan d'Opération Interne (indice 25) en date du 02/09/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de mise à jour du POI
Prescription contrôlée : [Le plan d'opération interne] est remis à jour tous les ans.
Constats : Le POI n'est pas mis à jour annuellement.
Observations : L'exploitant met à jour son POI à chaque fois qu'il en éprouve le besoin mais pas systématiquement chaque année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des exercices POI
Prescription contrôlée : Des exercices sont réalisés au moins tous les ans, chaque fois que possible en liaison avec les sapeurs pompiers. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.
Constats : Des exercices POI ne sont pas réalisés annuellement et les comptes-rendus ne sont pas envoyés à l'inspection.
Observations : L'exploitant a présenté des éléments justifiant d'un exercice POI le 25/07/19 avec les pompiers. L'exploitant a présenté son rapport d'exercice de mai 2022. L'exploitant a aussi présenté son rapport d'exercice du 19/11/2020. Ces rapports n'ont pas été envoyés à l'inspection. Il s'avère qu'aucun exercice POI n'a été réalisé en 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2006, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Prescription contrôlée : Il comporte notamment les plans suivants au format A3 : <ul style="list-style-type: none">- le plan de situation ;- le plan masse;- le plan de chacun des locaux avec identification des risques et implantation des coupures en énergie ;- les plans à jour des installations avec la mention de la localisation des chaînes de traitement de surface ;- les plans figurant les principales zones d'effets générés en cas d'accident ;- le plan à jour des réseaux avec mention des dispositifs de coupure ou d'obturation.
Constats : Le POI ne présente pas les plans prescrits.
Observations : Le plan ETARE de l'établissement possède pour bonne partie les plans prescrits mais pas le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour services de secours
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation.
Constats : Conforme
Observations : L'établissement tient à jour un tableur, disponible en ligne, avec les quantités de substances dans chaque bâtiment, les classements ICPE et les mentions de danger (HXXX). L'exploitant explique que les quantités dans les bâtiments de production ne bougent pas car il s'agit des bains dont les volumes et les compositions sont fixes. Les quantités dans le magasin, elles, varient et leur valeur sont extraites de l'ERP de l'établissement. Les substances du magasin sont associées à leur rubrique ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour services de secours
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Non respect de la prescription.
Observations : Le POI ne référence pas l'état des matières stockées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : POI indice 25 en date du 02/09/2021 Fiche 1 : Méthodologie d'intervention « Incendie »
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a pu vérifier que le POI était disponible et mis en évidence sur le mur du local de sécurité. Par échantillonnage, l'inspection a vérifié que l'exploitant est en mesure de réaliser les actions de la fiche "Méthodologie d'intervention Incendie" suivantes: <ul style="list-style-type: none">- arrêter installation chaufferie- fermer vannes générale gaz- couper électricité- fermer vanne eau de ville- arrêter le pompage eau de forage- installer obturateur bassin eau pluviale
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : POI indice 25 en date du 02/09/2021 Fiche 12-1 : Procédure de confinement du site en cas d'incendie ou de deversement accidentel
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a pu vérifier que le POI était disponible et mis en évidence sur le mur du local de sécurité. L'inspection a testé le gonflage de l'obturateur du bassin d'eau pluviale. Le test a été concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : POI indice 25 en date du 02/09/2021 Fiche 14 : EVALUATION DES RISQUES Bâtiment 1 - Mélange de produits incompatibles Dispositions particulières à prendre : Utiliser des produits absorbants Moyen existant sur la zone : Détecteur HCN
Constats : Conforme
Observations : Lors de sa présence dans les ateliers, l'inspection a constaté l'absence de produit absorbant sur son lieu habituel de stockage. Néanmoins, dans la journée, l'exploitant a fait parvenir une photo de l'absorbant installé dans l'atelier. Concernant la détection HCN, l'exploitant a présenté le rapport de maintenance préventive des détecteurs HCN réalisé par la société MSA le 05/10/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : POI indice 25 en date du 02/09/2021 Fiche 14 : EVALUATION DES RISQUES Bâtiment 1 - Incendie Dispositions particulières à prendre : Fermer portes coupe-feu Moyen existant sur la zone : Détection incendie
Constats : Une porte coupe-feu du bâtiment 2 n'est pas opérationnelle.
Observations : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des portes coupe-feu réalisés par la société Concept Sécurité en aout 2020 et septembre 2021. Ces rapports mettent en évidence que la porte coupe-feu n°5 est hors-service. L'exploitant a par ailleurs présenté, d'une part, le bon de commande n°1248 pour une porte coupe-feu en date du 26/05/21 à la société Concept Sécurité et ,d'autre part, la facture émanant de la société Concept Sécurité pour la pose d'une porte coupe-feu suite à la commande 1248, datée du 15/11/21. Lors de sa visite, l'inspection a constaté qu'une porte coupe-feu était hors-service. L'exploitant a présenté la commande n°2606 du 02/06/22 pour la remise en état de la porte. L'exploitant préviendra l'inspection une fois que la porte coupe-feu sera de nouveau opérationnelle. En ce qui concerne la détection incendie, l'exploitant a présenté le compte-rendu de maintenance préventive réalisé par la société Siemens le 09/05/22 qui conclut à l'absence de dysfonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14 : Action régionale 2022 POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/06/2022, article R181-54
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : POI indice 25 en date du 02/09/2021 Fiche 20 : EVALUATION DES RISQUES Bâtiment 3 - Déversement accidentel Dispositions particulières à prendre : Assurer le pompage du liquide vers la station d'épuration
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a constaté la présence d'une pompe au sein de l'atelier. Cette pompe permet de récupérer le liquide avant de l'envoyer à la station d'épuration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet